

Colombie: La sécurité des leaders sociaux est menacée



De nombreuses organisations humanitaires de Colombie ont exprimé leur préoccupation pour les multiples assassinats, agressions et menaces dont sont victimes les dirigeants sociaux et communautaires dans ce pays sud-américain. Elles ont appelé les autorités à reconnaître cette situation et à prendre des mesures pour y remédier.

Un rapport élaboré par l'ONG Nous sommes défenseurs, indique qu'en 2016 les assassinats de leaders sociaux ont augmenté de 27% par rapport à la même période de l'année 2015.

80 homicides d'activistes environnementaux, de dirigeants paysans ou syndicaux ou des militants pour les droits humains ont été perpétrés l'année dernière. Toujours selon ce rapport, le nombre d'attentats faillis s'est élevé à 49.

La plupart de ces morts ont eu lieu dans des zones où il y a une forte présence des militaires ou de policiers. L'ONG souligne dans son rapport qu'on en déduit, de cet état de choses, que ces effectifs ne sont pas là pour protéger la population mais d'autres intérêts spécifiques.

Malgré la grande quantité de morts, le Parquet de la Colombie n'a procédé qu'à quelques arrestations et jusqu'à présent aucune personne n'a été sanctionnée pour ces délits, ce qui fait craindre, qu'à la fin, ces crimes vont rester impunis.

L'augmentation des assassinats a coïncidé avec des moments clefs du processus de paix entre le gouvernement et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple. Il pourrait être une réaction des groupes paramilitaires et du crime organisé pour boycotter ces accords mettant fin au conflit armé.

L'Observatoire de la Sécurité Humaine de Medellin a exprimé son indignation pour cette chaîne de crimes et il a déploré l'attitude de certains fonctionnaires du gouvernement qui insistent à attribuer les assassinats à des "inconnus" au lieu d'admettre que les paramilitaires continuent d'agir en territoire colombien.

L'Organisation a assuré que l'on ne peut pas cacher la persistance de ces crimes. Le 3 mars, le Défenseur du Peuple a émis une alerte dans laquelle il signale qu'entre le 1er janvier 2016 et le 20 février 2017, au moins 120 homicides ont été enregistrés, 33 attentats et 27 agressions.

De son côté, le groupe Cumbre Agraria, Étnica y Popular, Sommet Agraire, ethnique et populaire, a protesté face au manque de garanties pour la vie. Il souligne que le gouvernement manque à son devoir de protéger la population.

Plusieurs activistes se sont accordés à signaler que l'ombre du massacre commis contre les dirigeants et les militants du parti Union Patriotique, surgit en 1984 suite à une négociation entre les FARC-AP et le gouvernement de Belisario Betancourt perdue sur le pays.

Deux candidats à la présidence, 21 parlementaires, 70 conseillers, 11 maires et entre 3 500 et 5 000 membres, ont été assassinés par une alliance à laquelle appartenaient des politiques de droite, des membres de la Sécurité de l'état, des narcotrafiquants et des paramilitaires. Il s'agit de l'un des faits les plus honteux survenus en Colombie.

La préoccupation des organisations indiennes, paysannes, ouvrières et communautaires est donc raisonnable suite à la vague d'assassinats des derniers temps et surtout de l'indifférence du gouvernement face à ce qui est un clair obstacle pour la construction de la paix.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/124084-colombie-la-securite-des-leaders-sociaux-est-menacee>



Radio Habana Cuba